

SENATO DELLA REPUBBLICA
— VIII LEGISLATURA —

(N. 930)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 22 maggio 1980
(V. Stampato n. 679)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(MALFATTI)**

**di concerto col Ministro della Difesa
(RUFFINI)**

**e col Ministro per i Beni culturali ed ambientali
(ARIOSTO)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 24 maggio 1980*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sul divieto dell'uso
di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni
altro scopo ostile, con allegato, adottata a New York il 10 di-
cembre 1976 e aperta alla firma a Ginevra il 18 maggio 1977

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sul divieto dell'uso di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile, con allegato, adottata a New York il 10 dicembre 1976 e aperta alla firma a Ginevra il 18 maggio 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo IX della Convenzione stessa.

CONVENTION

sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles

LES ETATS PARTIES À LA PRÉSENTE CONVENTION,

GUILDES par les intérêts du renforcement de la paix et désireux de contribuer à arrêter la course aux armements, à réaliser un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace, ainsi qu'à préserver l'humanité du danger de voir utiliser de nouveaux moyens de guerre,

RÉSOLUS à poursuivre des négociations en vue de réaliser des progrès effectifs vers de nouvelles mesures dans le domaine du désarmement,

RECONNAISSANT que les progrès de la science et de la technique peuvent ouvrir de nouvelles possibilités en ce qui concerne la modification de l'environnement,

RAPPELANT la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, adopté à Stockholm le 16 juin 1972,

CONSCIENTS du fait que l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques pourrait améliorer les relations entre l'homme et la nature et contribuer à protéger et à améliorer l'environnement pour le bien des générations actuelles et à venir,

RECONNAISSANT, toutefois, que l'utilisation de ces techniques à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles pourrait avoir des effets extrêmement préjudiciables au bien-être de l'homme,

DÉSIREUX d'interdir efficacement l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, afin d'éliminer les dangers que cette utilisation présente pour l'humanité, et affirmant leur volonté d'oeuvrer à la réalisation de cet objectif,

DÉSIREUX ÉGALEMENT de contribuer au renforcement de la confiance entre les nations et à une nouvelle amélioration de la situation internationale, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE I.

1. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à ne pas utiliser à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles des techniques de modification de l'environnement ayant des effets étendus, durables ou graves, en tant que moyens de causer des destructions, des dommages ou des préjudices à tout autre Etat partie.

2. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à n'aider, encourager ou inciter aucun Etat, groupe d'Etats ou organisation internationale à mener des activités contraires aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE II.

Aux fins de l'articles premier, l'expression « techniques de modification de l'environnement » désigne toute technique ayant pour object de modifier – grâce à une manipulation délibérée de processus naturels – la dynamique, la composition ou la structure de la Terre, y compris ses biotes, sa lithosphère, son hydrosphère et son atmosphère, ou l'espace extra-atmosphérique.

ARTICLE III.

1. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques et sont sans préjudice des principes généralement reconnus et des règles applicables du droit international concernant une telle utilisation.

2. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à faciliter un échange aussi complet que possible d'informations scientifiques et techniques sur l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques, et ont le droit de participer à cet échange. Les Etats parties qui sont en mesure de le faire devront contribuer, à titre individuel ou conjointement avec d'autres Etats ou des organisations internationales, à une coopération internationale économique et scientifique en vue de la protection, de l'amélioration et de l'utilisation pacifique de l'environnement, compte dûment tenu des besoins des régions en développement du monde.

ARTICLE IV.

Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires conformément à ses pro-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

cédures constitutionnelles pour interdire et prévenir toute activité contrevenant aux dispositions de la présente Convention en tous lieux relevant de sa juridiction ou de son contrôle.

ARTICLE V.

1. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à se consulter mutuellement et à coopérer entre eux pour résoudre tous problèmes qui pourraient se poser à propos des objectifs de la présente Convention ou de l'application de ses dispositions. Les activités de consultation et de coopération visées au présent article peuvent également être entreprises grâce à des procédures internationales appropriées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à sa Charte. Ces procédures internationales peuvent comprendre les services d'organisations internationales appropriées, ainsi que ceux d'un comité consultatif d'experts comme prévu dans le paragraphe 2 du présent article.

2. Aux fins énoncées dans le paragraphe 1 du présent article, le Dépositaire, dans le mois qui suivra la réception d'une demande émanant d'un Etat partie, convoquera un comité consultatif de experts. Tout Etat partie peut désigner un expert audit comité, dont les fonctions et le règlement intérieur sont énoncés dans l'Annexe, laquelle fait partie intégrante de la Convention. Le Comité consultatif communiquera au Dépositaire un résumé de ses constatations de fait où figureront toutes les opinions et information présentées au Comité au cours de ses délibérations. Le Dépositaire distribuera le résumé à tous les Etats parties.

3. Tout Etat partie à la présente Convention qui a des raisons de croire qu'un autre Etat partie agit en violation des obligations découlant des dispositions de la Convention peut déposer une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Cette plainte doit être accompagnée de tous les renseignements pertinents ainsi que de tous les éléments de preuve possibles confirmant sa validité.

4. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à coopérer à toute enquête que le Conseil de sécurité pourrait entreprendre, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, sur la base de la plainte reçue par le Conseil. Ce dernier communique les résultats de l'enquête aux Etats parties.

5. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à venir en aide ou à prêter son appui, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, à tout Etat partie qui en fait la demande, si le Conseil de Sécurité décide que ladite partie a été lésée ou risque d'être lésée par suite d'une violation de la Convention.

ARTICLE VI.

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention. Le texte de tout amendement proposé sera soumis au Dépositaire, qui le communiquera sans retard à tous les Etats parties.

2. Un amendement entrera en vigueur à l'égard de tous les Etats parties à la présente Convention qui l'auront accepté dès le dépôt auprès du Dépositaire des instruments d'acceptation par une majorité des Etats parties. Par la suite, il entrera en vigueur à l'égard de tout autre Etat partie à la date du dépôt de son instrument d'acceptation.

ARTICLE VII.

La présente Convention a une durée illimitée.

ARTICLE VIII.

1. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Dépositaire convoquera une conférence des Etats parties à la Convention, à Genève (Suisse). Cette conférence examinera le fonctionnement de la Convention en vue de s'assurer que ses objectifs et ses dispositions sont en voie de réalisation; elle examinera en particulier l'efficacité des dispositions du paragraphe 1 de l'article premier pour éliminer les dangers d'une utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.

2. Par la suite, à des intervalles non inférieurs à cinq ans, une majorité des Etats parties à la présente Convention pourra, en soumettant une proposition à cet effet au Dépositaire, obtenir la convocation d'une conférence ayant les mêmes objectifs.

3. Si aucune conférence n'a été convoquée conformément au paragraphe 2 du présent article dans les dix ans ayant suivi la fin d'une précédente conférence, le Dépositaire demandera l'avis de tous les Etats parties à la présente Convention au sujet de la convocation d'une telle conférence. Si un tiers des Etats parties ou dix d'entre eux, le nombre à retenir étant le plus faible des deux, répondent par l'affirmative, le Dépositaire prendra immédiatement des mesures pour convoquer la conférence.

ARTICLE IX.

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé la Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention entrera en vigueur après le dépôt des instruments de ratification par vingt gouvernements, conformément au paragraphe 2 du présent article.

4. Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Le Dépositaire informera sans délai tous les Etats qui auront signé la présente Convention ou qui y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et de tous amendements y relatifs, ainsi que de la réception de toute autre communication.

6. La présente Convention sera enregistrée par le Dépositaire conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE X.

La présente Convention, dont les textes français, anglais, arabe, chinois, espagnol et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en adressera des copies dûment certifiées conformes aux gouvernements des Etats qui auront signé la Convention ou y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs Gouvernements respectifs ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à Genève le dix-huit mai mil neuf cent soixante-dix-sept.

Pour l'Allemagne (République fédérale d')

CARL HERNER SANNE

Pour la Belgique

PAUL NOTERDAEME

Pour la Bolivie

TOMAS G. ELIO

Pour la Bulgarie

PETER MLADONOV

Pour le Canada

RAYMONT H. JAY

Pour le Danemark

HANS ERIK KASTOFT

Pour les Etats-Unis d'Amérique

CYRUS VANCE

Pour l'Ethiopie

ALULA GEBREKIDAN

Pour l'Espagne

F. BENITO

Pour la Finlande

MATTI TUOVINEN

Pour la Hongrie

FRIGYES PUJA

Pour l'Iran

MANOUCHEHRI FARTASH

Pour l'Irlande

SEAN GAYNER

Pour l'Islande

HARALDUR KRÖYER

Pour l'Italie

RAIMONDO MANZINI

Pour le Liban

MAHMOUD BANNA

Pour le Luxembourg

JEAN RETTEL

Pour le Maroc

ALI SKALLI

Pour la Mongolie

MANGALYN BUGERSUREN

Pour la Norvege

JOHAN CAPPELEN

Pour l'Ouganda

A. M. OGOLA

Pour les Pays-Bas

GH. A. VAN DER KLAAUW

Pour le Portugal

ADRIANO DE CARVALHO

Pour la Pologne

EMIL WOJTASZEK

Pour la Repubblica democratica Allemagne

OSKAR FISCHER

Pour la Republique Socialiste Sovietique de Bielorussie

A. GURINOVICH

Pour la Republique Socialiste Sovietique d'Ukraine

G. G. SHEVEL

Pour la Roumanie

CONSTANTIN ENE

Pour le Royaume-Uni

GERENWY ROBERTS

Pour la Tchecoslovaquie

BOHUSLAV CHNOUPEK

Pour la Turquie

ERCÜMENT YAVUZALP

Pour l'Union des Republiques Socialistes Sovietiques

ANDREI A. GROMYKO

Pour le Yemen

ADNAN TARCI

Pour la Liberia

HARRY T. FREEMAN

ANNEXE A LA CONVENTION

COMITE CONSULTATIF D'EXPERTS

1. Le Comité consultatif d'experts entreprendra de faire les constatations de fait appropriées et de fournir des avis autorisés concernant tout problème soulevé, conformément au paragraphe 1 de l'article V de la présente Convention, par l'Etat partie qui demande la convocation du Comité.
2. Les travaux du Comité consultatif d'experts seront organisés de façon à lui permettre de s'acquitter des fonctions énoncées au paragraphe 1 de la présente Annexe. Le Comité prendra les décisions sur des questions de procédure relatives à l'organisation de ses travaux si possible par consensus mais, sinon, à la majorité de ses membres et votants. Il ne sera pas procédé à des votes sur des questions de fond.
3. La Dépositaire ou son représentant exercera les fonctions de Président du Comité.
4. Chaque expert peut être assisté lors des séances par un ou plusieurs conseillers.
5. Chaque expert aura le droit, par l'intermédiaire du Président, de demander aux Etats et aux organisations internationales les renseignements et l'assistance qu'il jugera souhaitables pour permettre au Comité de s'acquitter de sa tâche.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE**sul divieto dell'uso di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile**

GLI STATI PARTI DELLA PRESENTE CONVENZIONE,

GUIDATI dall'interesse del rafforzamento della pace e desiderosi di contribuire ad arrestare la corsa agli armamenti, a realizzare un disarmo generale e completo sotto un controllo internazionale rigoroso ed efficace, nonché a preservare l'umanità dal pericolo di veder utilizzati nuovi metodi di guerra,

RISOLUTI a proseguire negoziati al fine di realizzare degli effettivi progressi verso nuove misure nel campo del disarmo,

RICONOSCENDO che il progresso della scienza e della tecnica può aprire delle nuove possibilità per quanto riguarda la modifica dell'ambiente,

RICORDANDO la dichiarazione della Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente, adottata a Stoccolma il 16 giugno 1972,

CONSCI del fatto che l'utilizzazione delle tecniche di modifica dell'ambiente a fini pacifici potrebbe migliorare i rapporti fra l'uomo e la natura e contribuire a proteggere ed a migliorare l'ambiente per il bene delle generazioni presenti e future,

RICONOSCENDO, tuttavia, che l'utilizzazione di tali tecniche a fini militari o ad ogni altro scopo ostile potrebbe avere degli effetti estremamente pregiudizievoli per il benessere dell'uomo,

DESIDEROSI di vietare efficacemente l'utilizzazione di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile, al fine di eliminare i pericoli che tale utilizzazione presenta per l'umanità ed affermando la loro volontà di operare per la realizzazione di tale obiettivo,

DESIDEROSI INOLTRE di contribuire al rafforzamento della fiducia tra le nazioni e ad un nuovo miglioramento della situazione internazionale, conformemente agli scopi ed ai principi della Carta delle Nazioni Unite,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO I.

1. Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna a non utilizzare a fini militari o ad ogni altro scopo ostile, tecniche di modifica dell'ambiente che abbiano effetti diffusi, durevoli o gravi, in quanto mezzi che causano distruzioni, danni, pregiudizi ad ogni altro Stato parte.

2. Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna a non aiutare, incoraggiare od incitare alcuno Stato o gruppo di Stati od organizzazione internazionale a svolgere attività contrarie alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo.

ARTICOLO II.

Ai fini dell'articolo primo, l'espressione « tecniche di modifica dell'ambiente » indica ogni tecnica che abbia per oggetto la modifica - grazie ad una deliberata manipolazione di processi naturali - della dinamica, della composizione, o della struttura della Terra ivi compresi i propri complessi biotici, la propria litosfera, idrosfera, ed atmosfera o lo spazio extra atmosferico.

ARTICOLO III.

1. Le disposizioni della presente Convenzione non vietano la utilizzazione di tecniche di modifica dell'ambiente a fini pacifici e non pregiudicano i principi generalmente riconosciuti e le norme applicabili del diritto internazionale relativi ad una tale utilizzazione.

2. Gli Stati parti della presente Convenzione si impegnano a facilitare uno scambio, il più completo possibile, di informazioni scientifiche e tecniche sull'utilizzazione di tecniche di modifica dell'ambiente a fini pacifici ed hanno diritto a partecipare a tale scambio. Gli Stati parti che sono in grado di farlo dovranno contribuire, a titolo individuale od unitamente ad altri Stati od organizzazioni internazionali, ad una cooperazione internazionale economica e scientifica al fine della protezione, del miglioramento e della utilizzazione pacifica dell'ambiente, tenuto debito conto delle necessità delle regioni del mondo in via di sviluppo.

ARTICOLO IV.

Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna ad adottare tutte le misure che riterrà opportune conformemente alle pro-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

prie procedure costituzionali per vietare e prevenire ogni attività in contrasto con le disposizioni della presente Convenzione in tutti i luoghi che si trovino sotto la propria giurisdizione e il proprio controllo.

ARTICOLO V.

1. Gli Stati parti della presente Convenzione si impegnano a consultarsi reciprocamente ed a collaborare fra di loro per risolvere tutti i problemi che potrebbero sorgere relativamente agli obiettivi della presente Convenzione od alla applicazione delle sue disposizioni. Le attività di consultazione e di collaborazione previste dal presente articolo possono inoltre essere intraprese grazie ad adeguate procedure internazionali nel quadro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ed in conformità della sua Carta. Tali procedure internazionali possono comprendere i servizi di organizzazioni internazionali appropriate, nonché quelli di un comitato consultivo di esperti, come previsto dal paragrafo 2 del presente articolo.

2. Ai fini enunciati nel paragrafo 1 del presente articolo, il Depositario, nel mese che seguirà la ricezione di una domanda proveniente da uno Stato parte, convocherà un comitato consultivo di esperti. Ogni Stato parte può designare un esperto in seno a detto comitato, le cui funzioni ed il cui regolamento interno sono enunciati nell'allegato che costituisce parte integrante della Convenzione. Il comitato consultivo comunicherà al Depositario un riassunto delle proprie constatazioni di fatto ove figureranno tutti i giudizi ed informazioni presentati al comitato nel corso delle sue deliberazioni. Il Depositario distribuirà il riassunto a tutti gli Stati parti.

3. Ogni Stato parte della presente Convenzione che abbia motivi di ritenere che un altro Stato parte agisca in violazione degli obblighi derivanti dalle disposizioni della Convenzione può presentare un reclamo presso il Consiglio di sicurezza dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Tale reclamo deve essere accompagnato da tutte le informazioni pertinenti nonché da tutti gli elementi di prova possibili a conferma della sua validità.

4. Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna a collaborare ad ogni inchiesta che il Consiglio di Sicurezza potrebbe intraprendere, conformemente alle disposizioni della Carta delle Nazioni Unite, sulla base del reclamo ricevuto dal Consiglio. Quest'ultimo comunica i risultati dell'inchiesta agli Stati parti.

5. Ogni Stato parte della presente Convenzione si impegna a venire in aiuto o a fornire il proprio appoggio, confermemente alle disposizioni della Carta delle Nazioni Unite, ad ogni Stato parte che ne faccia richiesta se il Consiglio di Sicurezza decide che la detta parte ha subito un danno o rischia di subirlo in conseguenza di una violazione della Convenzione.

ARTICOLO VI.

1. Ogni Stato parte della presente Convenzione può proporre degli emendamenti alla Convenzione. Il testo di ogni emendamento proposto sarà sottoposto al Depositario che lo comunicherà senza indugio a tutti gli Stati parti.

2. Un emendamento entrerà in vigore nei confronti di tutti gli Stati parti della presente Convenzione che l'avranno accettato, a partire dal deposito, presso il Depositario, degli strumenti di accettazione da parte di una maggioranza degli Stati parti. In seguito, esso entrerà in vigore nei confronti di ogni altro Stato parte alla data del deposito del suo strumento di accettazione.

ARTICOLO VII.

La presente Convenzione ha una durata illimitata.

ARTICOLO VIII

1. Cinque anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Depositario convocherà una conferenza degli Stati parti della Convenzione, a Ginevra (Svizzera). Tale Conferenza esaminerà il funzionamento della Convenzione al fine di assicurarsi che i suoi obiettivi e le sue disposizioni sono in via di realizzazione; essa esaminerà in particolare l'efficacia delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo I per eliminare i pericoli di una utilizzazione di tecniche di modifica dell'ambiente a fini militari o ad ogni altro scopo ostile.

2. In seguito, ad intervalli non inferiori a cinque anni una maggioranza degli Stati parti della presente Convenzione potrà, sottponendo al Depositario una proposta a tale scopo, ottenere la convocazione di una Conferenza che abbia gli stessi obiettivi.

3. Ove non sia stata convocata alcuna conferenza conformemente al paragrafo 2 del presente articolo nei dieci anni successivi al termine di una precedente conferenza, il Depositario chiederà il parere di tutti gli Stati parti della presente Convenzione in merito alla convocazione di una tale conferenza. Ove un terzo degli Stati parti o dieci di essi, con prevalenza del numero minore tra i due, risponda affermativamente, il Depositario adotterà immediatamente delle misure per indire la conferenza.

ARTICOLO IX.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati. Ogni Stato che non avrà firmato la presente Convenzione prima della sua entrata in vigore conformemente al paragrafo 3 del presente articolo potrà aderirvi in ogni momento.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. La presente Convenzione sarà soggetta alla ratifica degli Stati firmatari. Gli strumenti di ratifica o di adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. La presente Convenzione entrerà in vigore successivamente al deposito degli strumenti di ratifica da parte di venti Governi, conformemente al paragrafo 2 del presente articolo.

4. Per gli Stati i cui strumenti di ratifica o di adesione verranno depositati successivamente all'entrata in vigore della presente Convenzione quest'ultima entrerà in vigore alla data del deposito dei loro strumenti di ratifica o di adesione.

5. Il Depositario informerà senza indugio tutti gli Stati che avranno firmato la presente Convenzione o che vi avranno aderito, dalla data di ogni firma, dalla data del deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione, della data di entrata in vigore della presente Convenzione, di tutti gli emendamenti ad essa relativi nonché della ricezione di ogni altra comunicazione.

6. La presente Convenzione sarà registrata dal Depositario conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

ARTICOLO X.

La presente Convenzione i cui testi francese, inglese, arabo, cinese, spagnolo e russo fanno ugualmente fede, sarà depositata presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne invierà copie debitamente certificate conformi ai Governi degli Stati che avranno firmato la Convenzione o che vi avranno aderito.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi Governi hanno firmato la presente Convenzione, aperta alla firma a Ginevra il diciotto maggio millenovecentosettantasette.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO ALLA CONVENZIONE

COMITATO CONSULTIVO DI ESPERTI

1. Il comitato consultivo di esperti si assumerà il compito di compiere le constatazioni di fatto appropriate e di fornire dei pareri tecnici concernenti ogni problema che venga sollevato, conformemente al paragrafo 1 dell'articolo V della presente Convenzione, dallo Stato parte che richiede la convocazione del comitato.
2. I lavori del comitato consultivo di esperti saranno organizzati in modo da permettergli di svolgere le funzioni di cui al paragrafo 1 del presente allegato. Il comitato prenderà le decisioni su questioni procedurali relative all'organizzazione dei suoi lavori se possibile all'unanimità, ma, in caso contrario alla maggioranza dei suoi membri presenti e votanti. Non si procederà a votazioni su questioni di merito.
3. Il Depositario o il suo rappresentante eserciterà le funzioni di Presidente del comitato.
4. Ogni esperto può essere assistito al momento delle sedute da uno o più consulenti.
5. Ogni esperto avrà il diritto, per il tramite del presidente, di chiedere agli Stati ed alle Organizzazioni internazionali le informazioni e l'assistenza che riterrà auspicabili per permettere al comitato di svolgere il proprio compito.